

## Interview d'Alain Peyrefitte (RTL, 30 janvier 1963)

**Source:** RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Peyrefitte - MC (échec) / JACQUES CHAPUS, Alain Peyrefitte.- RTL [Prod.], 30.01.1963. RTL, Paris. - SON (00:07:43, Montage, Son original).

**Copyright:** (c) Archives RTL

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/interview\\_d\\_alain\\_peyrefitte\\_rtl\\_30\\_janvier\\_1963-fr-fa614476-3a24-4070-9a38-a42256004039.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_d_alain_peyrefitte_rtl_30_janvier_1963-fr-fa614476-3a24-4070-9a38-a42256004039.html)

**Date de dernière mise à jour:** 21/10/2012

## Interview d'Alain Peyrefitte (RTL, 30 janvier 1963)

[Journaliste] Actualité politique. Hier c'était Bruxelles, c'était le dernier acte, du moins le pensait-on, aujourd'hui la scène se passe dans les coulisses du Marché commun, deux coulisses promues au rôle d'avant-scène : Paris et Londres. Le rideau est toujours baissé derrière monsieur Heath, toujours baissé derrière monsieur Peyrefitte, mais le ton des déclarations faites aujourd'hui par le Français et par l'Anglais pourrait déjà faire réfléchir les pessimistes. D'abord Paris, ce matin Conseil des ministres, communiqué laconique comme jamais. Et puis, cet après-midi Jacques Chapuis est allé poser les questions que vous vous posez tous au ministre français de l'Information. Nous écoutons monsieur Peyrefitte.

[Jacques Chapuis] Ce matin, au Conseil des ministres, monsieur Couve de Murville a expliqué au général de Gaulle le déroulement de la négociation de Bruxelles. Qu'a-t-il dit ?

[Alain Peyrefitte] Et bien, le ministre des Affaires étrangères a rendu compte des conditions dans lesquelles a été décidé l'ajournement de la négociation sur la candidature britannique au Marché commun. Le Conseil des ministres a apprécié pleinement que cette position européenne infirmée par la France ait permis que le traité de Rome soit maintenu.

[Jacques Chapuis] Mais quelles sont les raisons de l'attitude de la France, de son intransigeance même, pourrait-on dire ?

[Alain Peyrefitte] Nous entendons placer notre vie nationale dans un cadre européen. Or, l'Union européenne qui est en voie de création et qui a fait des progrès considérables depuis quatre ans nous a paru menacée par les conditions qui étaient posées par nos amis britanniques pour la rentrée. Les demandes de nos amis britanniques auraient eu pour effet de transformer complètement le Marché commun. Actuellement, le Marché commun est un système régional, européen, que l'on peut gérer efficacement sur un plan technique et qui peut être cohérent et solidaire. Il s'agissait, selon les Britanniques, de le transformer en un véritable système mondial, beaucoup moins homogène, beaucoup plus lâche, un système tout différent de l'Europe que nous avons imaginée au départ et que nous avons construite depuis plusieurs années. Si la Grande-Bretagne avait demandé à adhérer au traité de Rome, en acceptant toutes ses règles, y compris la Politique agricole commune, mais nous aurions accueilli la Grande-Bretagne à bras ouverts. Seulement, la Grande-Bretagne a posé des conditions telles à sa participation au Marché commun qu'il ne s'agissait pas en fait d'une adhésion au Marché commun mais d'une transformation préalable, profonde, du Marché commun.

[Jacques Chapuis] Monsieur le ministre, après l'échec des négociations de Bruxelles relatives à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, quelles sont les perspectives d'avenir ?

[Alain Peyrefitte] Le Marché commun continue. Il n'y a pas de raison qu'il ne continue pas et, par-dessus le marché, ce Marché commun n'exclut pas de futurs développements. Il sauvegarde pleinement la possibilité d'une véritable entrée de la Grande-Bretagne dans un véritable Marché commun, le jour où elle y sera prête. Le gouvernement britannique veut protéger ses fermiers, et c'est parfaitement naturel, mais il est normal que le gouvernement français cherche à protéger ses agriculteurs. Pour le moment, les conditions posées par les Britanniques ne permettaient pas de continuer la négociation, mais cela ne veut pas dire que la porte est définitivement fermée à une solution.

[Jacques Chapuis] De la conférence de Bruxelles les relations franco-allemandes sortent-elles altérées ?

[Alain Peyrefitte] Je ne crois pas que ces relations soient altérées. L'ajournement de cette négociation sur la candidature britannique au Marché commun a suscité évidemment des remous parmi tous nos partenaires et également en Grande-Bretagne et aux États-Unis, mais je pense que ces remous s'apaiseront dans quelque temps et que chacun reprendra son sang-froid.

[Jacques Chapuis] Monsieur le ministre, après Bruxelles les Français ont eu une étrange impression. Ils ont eu l'impression de se retrouver seuls, seuls dans l'Europe et seuls dans le monde. Quelle est votre opinion ?

[Alain Peyrefitte] Je ne crois pas que nous soyons seuls bien longtemps. C'est un travers bien français que de vouloir être aimé, de vouloir faire plaisir aux autres et éviter de leur faire de la peine. Mais un pays peut se permettre de dire non à ses amis et de rester quand même leur ami. Il n'y a aucune raison pour que la fermeté du non de la France aux conditions posées par l'Angleterre à son entrée dans le Marché commun altère à l'avenir les relations entre la France et la Grande-Bretagne. Une fois la première émotion passée, je crois que tout le monde reprendra une vue plus raisonnable des choses et que les relations de la France avec ses partenaires et ses amis redeviendront aussi bonnes qu'avant.

[Jacques Chapuis] On peut donc considérer Bruxelles comme un simple accident de cette grandiose et gigantesque entreprise qu'est l'Europe de demain et le Marché commun ?

[Alain Peyrefitte] Je suis persuadé que la construction de l'Europe continuera et ira de l'avant, plus que jamais.

[Journaliste] Voilà pour les réponses sans passion du ministre français de l'Information, monsieur Peyrefitte. Voilà cette première déclaration qui nous force à reconsidérer notre vocabulaire, rupture était trop fort, alors il faudra trouver plus juste. Just ! Nous nous tournons maintenant vers Londres pour écouter monsieur Heath, challengeur malheureux de monsieur Couve de Murville lequel, s'il a perdu une bataille, n'estime pas pour autant avoir perdu le combat de la paix européenne. Nous ne devons pas, nous autres Anglais, a dit le ministre anglais des Affaires étrangères, nous ne devons pas tourner le dos à l'Europe. Le Lord du Sceau privé, rendant compte devant les Communes de sa mission à Bruxelles, a dit encore, ce qui est arrivé est un rude coup porté à tous ceux qui croient réellement à l'unité européenne, mais ce n'est pas un coup mortel. Vous constatez que derrière les mots de regrets, derrière le rejet de la responsabilité de l'échec sur le Français, le moral reprend le dessus Outre-manche. Et puis le rideau de Bruxelles est tombé, il nous faut bien le contourner pour voir l'envers du décor. On le découvre dans les milieux financiers de Londres qui prévoient à la suite de l'échec des Six déjà une dévaluation de la livre sterling. Elle serait la seconde en treize ans. Il s'agit d'une éventualité, nous en saurons sans doute plus ce soir en écoutant la déclaration radiotélévisée que fera à 22h30 le Premier ministre Macmillan. Nous vous disions que les nouvelles de ce soir étaient de nature à faire réfléchir les pessimistes. Nous avons réservé pour la fin le meilleur. Le meilleur nous vient du Grand-Duché du Luxembourg où monsieur Pierre Werner, Premier ministre, a déploré l'interruption – notez ce mot – a déploré l'interruption, non pas la rupture, des négociations entre les Six et la Grande-Bretagne et exprimé qu'à son avis, je cite les propres mots de monsieur Werner, « rien ne nous dispense de raccrocher avec le gouvernement britannique », fin de citation. Notez encore ce mot : raccrocher. Toujours au Grand-Duché du Luxembourg, monsieur Eugène Schaus, ministre des Affaires étrangères, prend alors le relais du Premier ministre et révèle qu'une suggestion du Luxembourg pour discuter l'avenir des relations entre le Royaume-Uni et la Communauté européenne a été accueillie favorablement hier soir à Bruxelles. Cette discussion interviendrait lors d'une prochaine réunion de l'Union de l'Europe occidentale. Le Luxembourg désire maintenir des relations très amicales avec la France, a déclaré par ailleurs le ministre, « dans le cadre de la Communauté existante nous voulons collaborer très loyalement et sans arrière-pensée avec la France. » Dès lors, tirez un trait, faites l'addition des mots, la rupture n'est plus qu'une interruption, on peut raccrocher. Alors, c'est le mot suspension qui convient. Enfin, un mot positif s'impose déjà, conciliation, mais pour quand ?